

Russie : l'œcuménisme piétine

églises

● ● ● **Stanislas Opiela s.j.**, Varsovie
Supérieur de la compagnie de Jésus en Russie
de 1992 à 1998

Le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et le Saint-Siège a précédé l'écroulement de l'Empire communiste. La loi sur la liberté religieuse de Gorbatchev (1990) est alors suffisamment libérale en effet pour permettre à toutes les confessions religieuses de mettre progressivement en place leurs structures et de les enregistrer civilement auprès du Ministère de la justice. Trois administrations apostoliques catholiques ainsi que la nonciature apostolique sont érigées en URSS et enregistrées en 1991.

Le Patriarcat de Moscou (orthodoxe) existait déjà, pour sa part, depuis près de 50 ans, grâce à Staline... Pour mobiliser, au nom de la Sainte Russie, l'engagement de la population lors de la guerre contre l'Allemagne de Hitler, Staline ordonna de trouver dans les goulags quelques évêques orthodoxes encore vivants et de les amener à Moscou pour qu'ils refondent le Patriarcat supprimé au len-

demain de la Révolution de 1917. C'est ainsi que les rescapés élirent en 1943 le patriarche Siergiej Starogrodzki. Le Patriarcat fonctionna sous la surveillance stricte de la police politique (NKVD, KGB) et au prix d'une étroite collaboration avec le régime. Le Patriarcat actuel est le prolongement direct de cet ouvrage de Staline.

Le retour de la liberté religieuse sous Gorbatchev, au bout de plus de 70 ans de persécution atroce, permet à l'orthodoxie et aux autres confessions religieuses de vivre une brève période de « boom » religieux. Entre 1990 et 1992, de nombreux Russes sont baptisés, principalement dans l'Eglise majoritaire orthodoxe mais aussi dans d'autres Eglises chrétiennes, y compris l'Eglise catholique romaine et uniate.¹ Le judaïsme, le bouddhisme et l'islam, ainsi que de jeunes communautés protestantes connaissent le même renouveau.

Kyrill de Smolensk, nouveau patriarche de Moscou et de toute la Russie, a été intronisé le 1^{er} février. Avec ce partisan de l'œcuménisme, le dialogue entre l'Eglise orthodoxe russe et l'Eglise catholique pourrait connaître le renouveau attendu. Pour mieux évaluer la situation, voici un rappel de l'histoire récente et difficile des relations entre le Kremlin et les religions, et entre le Vatican et le patriarcat de Moscou.

Retour des controverses

Le rétablissement des structures ecclésiastiques est cependant immédiatement accompagné du retour des rivalités entre les Eglises d'avant la Révolution. La

1 • Le terme d'uniates désigne les membres d'Eglises grecques-catholiques ou catholiques orientales qui ont conservé leurs propres rites, mais sont partie intégrante de l'Eglise de Rome dont elles acceptent la théologie.

églises

situation, certes, n'est plus la même, la séparation soviétique entre l'Eglise et l'Etat étant maintenue. Mais l'écroulement de l'idéologie marxiste a creusé un vide qu'il faut combler (la Russie a toujours fonctionné avec une idéologie). Le président Boris Eltsine en est conscient. En 1993, il publie un message, peu connu et peu exploité par la presse (autant dire pas du tout par l'orthodoxie), dans lequel il affirme que bien que l'Eglise orthodoxe soit « séparée du gouvernement, elle n'est pas séparée de la société avec laquelle elle entretient des relations réciproques très fortes ». C'est pourquoi « le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif doivent tout faire pour repousser ne serait-ce qu'une possibilité de dégradation des conflits ethniques et politiques en des conflits inter-religieux ». D'autant plus qu'en Russie, comme il l'ajoute lui-même, aucun peuple n'est uniforme du point de vue religieux. « [Ces pouvoirs] doivent soutenir la paix interconfessionnelle, comprise comme la valeur indestructible et le devoir à long terme. »

Incontestablement, Alexis II, le patriarche de l'époque, ne suit pas vraiment les lignes directrices du message présidentiel et affiche son insatisfaction quant à la loi de Gorbatchev. En 1995, il envoie une lettre au président de la Douma Ivan Rybkin (par ailleurs membre du parti communiste), dans laquelle il exige qu'on prenne une décision juridique pour réglementer l'activité professionnelle religieuse des étrangers en Russie et pour imposer des critères de sélection aux organisations religieuses qui cherchent à s'enregistrer comme personnalité juridique.

« C'est là un problème exceptionnellement important. Le gouvernement a le devoir non seulement d'interdire les organisations pseudo-religieuses qui sont déjà en infraction avec la loi, mais aussi

de refuser l'enregistrement des organisations socialement dangereuses, écrit-il. Le devoir inconditionnel des organes de justice est l'examen de l'opportunité d'enregistrer des organisations religieuses, surtout étrangères. (...) Je suis persuadé que le problème soulevé exige une révision immédiate de tout le complexe de la législation russe qui concerne la liberté de conscience. J'assure que les dirigeants ecclésiastiques sont prêts à utiliser tous les moyens possibles pour contribuer au processus d'élimination du vide juridique dans la législation qui concerne les organisations religieuses. »

La réponse ne tarde pas. En 1997, la Douma vote à la quasi-unanimité une nouvelle loi restrictive qui établit quatre religions « traditionnelles » en Russie, parmi lesquelles le catholicisme ne figure pas. Cette loi impose aux organisations religieuses non « traditionnelles » des conditions d'enregistrement telles qu'elles ne sont souvent pas en mesure de les satisfaire. Boris Eltsine rejette tout d'abord cette nouvelle loi, mais, sous la pression, finit par céder. La loi est appliquée rétrospectivement. Le Tribunal constitutionnel russe accepte cependant parfois une dérogation. C'est ainsi que la Compagnie de Jésus, enregistrée au Ministère de la justice en 1992, est réenregistrée, non sans difficultés.

En avant, en arrière

Dans le même temps, le dialogue diplomatique entre le Patriarcat et le Siège apostolique se poursuit. Les autorités catholiques s'efforcent d'entretenir de bonnes relations avec le Patriarcat, et la Commission théologique orthodoxe et catholique continue à organiser des sessions au cours desquelles sont signés des accords. Or les orthodoxes remet-

tent parfois en cause ces documents, pourtant longuement discutés et signés. C'est que si les relations personnelles, privées et diplomatiques entre les deux Eglises semblent relativement bonnes, elles ne changent rien aux propos orthodoxes hostiles au *forum publicum*, aussi bien ecclésial que gouvernemental. Pour poursuivre le dialogue œcuménique, l'Eglise orthodoxe pose des conditions préalables : que Rome cesse de faire du prosélytisme auprès des Russes (prosélytisme qui n'existe pas, à moins que la seule présence de l'Eglise catholique sur sol russe soit qualifiée de « prosélytisme »), que soit réglée la question de l'uniatisme (l'Eglise uniante, dans la région, est principalement répandue en Ukraine occidentale, donc en pays étranger). C'est en fait l'interprétation même de l'expression « territoire canonique » orthodoxe qui met en question l'existence des structures catholiques en Russie et même en Ukraine. Au fur et à mesure que les structures catholiques s'affirment et se développent, l'hostilité orthodoxe augmente. Elle atteint son sommet en 2002, au moment où le Vatican - peut-être sans les démarches préalables suffisantes auprès des autorités orthodoxes russes - érige les quatre administrations apostoliques en Russie au rang de diocèses catholiques.

Quelques prêtres et un évêque se voient alors retirer ou refuser les visas russes, ce qui démontre l'existence d'un lien traditionnel très ancré entre l'Eglise orthodoxe et le gouvernement russe. Les communiqués orthodoxes dénoncent ouvertement les structures catholiques dans la presse russe et étrangère et proposent à l'Eglise catholique d'aider plutôt financièrement l'Eglise orthodoxe. En fait, une aide substantielle est déjà organisée de manière indépendante, en particulier par

l'Aide à l'Eglise en détresse, Renovabis, Clemetia ou la Conférence épiscopale des Etats-Unis.

Les autorités du Vatican comprennent alors qu'il n'est pas possible pour le pape Jean Paul II de se rendre en Russie comme il le désire. Elles proposent d'autres lieux de rencontre entre le pape et le patriarche. Des dates sont fixées, mais à chaque fois les rendez-vous sont annulés au dernier moment par le Patriarcat.

Espoirs

L'élection du Benoît XVI et la nomination du cardinal Walter Kasper au poste de négociateur du Saint-Siège avec le Patriarcat de Moscou redonne de l'espoir quant au rapprochement des Eglises sœurs. D'autres changements aussi. Le nouvel évêque résidentiel, un Italien, semble plus à même d'améliorer les relations avec le Patriarcat que ne le fut Mgr Tadeusz Kondrusiewicz, un citoyen russe de nationalité pourtant polonaise (du fait du contentieux historique toujours d'actualité en Russie). Dans les faits, peu de choses bougent réellement. Alexis II (récemment décédé) continue de répéter les mêmes conditions préalables.

Aujourd'hui, le nouveau patriarche Kyrill peut, en principe, modifier l'attitude de son Eglise vis-à-vis des autres Eglises orthodoxes (à commencer par le Patriarcat de Constantinople) et de l'Eglise catholique. Mais au vu de l'activité du métropolite Kyrill alors qu'il était chargé des relations extérieures du Patriarcat de Moscou et de son passé soviétique, on ne peut manifester qu'un timide optimisme...

C'est lui, certes, qui a été l'initiateur et l'auteur de la doctrine sociale du Patriarcat de Moscou. Il est aussi, dit-on, partisan de réformes intérieures de

églises

églises

l'orthodoxie russe. Il a contribué à la réconciliation du Patriarcat de Moscou avec l'Eglise orthodoxe hors frontières, etc. Cependant voudra-t-il, en tant que patriarche récemment élu, poursuivre cette ligne ? Quelle attitude adoptera-t-il envers l'Eglise orthodoxe de Finlande ou de l'Ukraine ? Il a beaucoup à faire, car l'évolution des mentalités demande de gros efforts, de la persévérance et de la patience...

Le tableau est-il trop sombre ? Peut-être, mais pas pessimiste, à condition que les tentatives d'ouverture de l'Eglise orthodoxe de Russie se développent. Comme dans le domaine politique, elles sont minoritaires. Elles sont le fait de petits cercles d'intellectuels laïques et ecclésiastiques qui renouent avec les cercles d'occidentalistes du XIX^e siècle. Comme leurs aînés, ils essayent de dialoguer entre eux et entre la Russie traditionnellement et majoritairement orthodoxe et l'Europe catholique ou, plus généralement, catholique et protestante. Ils veulent éviter les ornières dans lesquelles tombe depuis 500 ans la Russie, blanche ou rouge, peu importe.² Eltsine depuis 1993, Poutine jusqu'à maintenant et Medvedev suivent les mêmes traces, appelées habituellement « chemin russe ».

Un besoin de réformes

Avec ces orthodoxes progressistes, on peut collaborer et dialoguer en Russie. Ils cherchent à ouvrir leur pays aux courants civilisateurs, culturels et religieux de l'Occident, et n'ont pas peur de perdre par là leur identité. Ils se rendent compte de la stagnation de la théologie orthodoxe, qu'ils qualifient de répétitive. Ils voient l'urgent besoin de réformes liturgiques, d'une meilleure préparation intellectuelle et spirituelle du clergé, de

la mobilisation du laïcat dans la vie des paroisses, de l'adaptation de l'apostolat auprès des laïcs, auxquels on propose l'idéal monastique sans chercher les moyens pour le réaliser.

L'échange entre le christianisme oriental et occidental pourrait enrichir les deux traditions. La théologie de l'icône, par exemple, pourrait dépasser son côté esthétique pour devenir plus théologiquement réfléchi. La doctrine catholique gagnerait en revanche une dimension plus souple, trinitaire, en engageant non seulement l'intellect, mais aussi d'autres facultés humaines... Il faudrait relativiser aussi la querelle du *Filioque* ; ce n'est pas le seul problème théologique qui sépare les deux traditions et il n'est peut-être pas si important à la vie des Eglises. Avant le grand schisme de 1054, il ne divisait pas le christianisme !

Malheureusement, faute de dialogue effectif, surtout œcuménique, la relation entre les deux Eglises se révèle asymétrique, incomplète. Sans négliger l'œcuménisme de base (là, les relations existent vraiment), il ne faut cesser, patiemment, de proposer le dialogue, quitte à approfondir sa propre foi et la réflexion sur la notion même d'œcuménisme (le milieu orthodoxe considère parfois l'œcuménisme comme la nouvelle forme d'expansion du Vatican). L'espoir n'est pas la réalité. Il la vise et fait tout son possible pour qu'elle se matérialise.

St. O.

2 • Comme l'Empire orthodoxe duquel se souvenait Staline dans ses rêves impériaux, écrit Yuri Afanasjef, historien russe et directeur de l'Université humaniste à Moscou, dans un essai publié dans *Novaja Gazieta* (11.12. 2008) : Staline « se souvenait parfaitement (...) du projet de Speransky, du "projet grec" de Catherine, du projet de Ouarov, des projets fondés sur l'archétype : orthodoxie - autocratie - nation d'Alexandre II, de Witte, de Stolypine ».